

# Elections européennes: la transition écologique affaiblie



**Jordan Bardella a dépassé la barre des 30%, un record (JULIEN DE ROSA / AFP)**

La vague verte de 2019 s'est asséchée. Et la dissolution n'a rien arrangé: on ne parle plus des élections européennes, de ses résultats, et des conséquences que cela pourrait avoir sur notre environnement. En France le Rassemblement national, porté par Jordan Bardella rafle la première place des élections européennes, enregistrant un score inédit.

La transition écologique et sociale, ciblée à travers le Green Deal, pourrait ne pas survivre à la déferlante d'extrême droite en Europe. Les sondages l'avaient prédit: le Rassemblement national, porté par Jordan Bardella, enregistre un score inédit se hissant à la première place avec 31,5% des voix.

Loin derrière, Valérie Hayer, de Renaissance, parti au pouvoir, arrive en deuxième position avec 14,7% des voix. Raphaël Glüksmann du Parti socialiste la talonne, il a récolté 14% des voix. Manon Aubry, de La France insoumise, progresse par rapport à 2019 avec 9,5% des voix, soit trois points de plus.

Voilà le premier tableau. Un tableau sans vert. Car EELV est relégué à la cinquième position. La vague verte qui avait porté Yannick Jadot à la troisième place du scrutin en 2019 avec 13,1% des voix s'est retirée. Emmenée par Marie Toussaint, la liste EELV dépasse péniblement les 5%, seuil minimum pour obtenir des sièges.

«Face à la guerre menée à l'écologie, nous avons tenu bon, mais nous reculons et nous reculons nettement», a reconnu la tête de liste dans son discours, déplorant une «défaite sèche, amère», pour une «écologie en berne». Dans un communiqué, le parti évoque une «leçon d'humilité» assumée avec lucidité.

L'échec des Ecologistes symbolise à lui seul le manque de soutien aux thèmes environnementaux ces derniers mois. La crise agricole a cristallisé un sentiment de rejet à la fois des normes européennes et du Pacte Vert, dit Green Deal. Présenté comme la «boussole de l'économie européenne», elle a perdu le Nord.

Alors que de nombreuses directives ont été adoptées en un temps record (fin du véhicule thermique en 2035, taxe carbone aux frontières, fin des produits issus de la déforestation importée...), dans un contexte d'urgence climatique, ces derniers mois les attaques n'ont cessé de se multiplier. La loi sur la restauration de la nature a été bloquée à la dernière minute malgré un accord en trilogue quand la directive sur la réduction des pesticides a été tout simplement enterrée. La liste déjà longue devrait s'allonger.

«La forte progression de l'extrême droite, qui prône des reculs graves sur la protection de l'environnement et la sortie des énergies fossiles, menace le leadership climatique de l'Europe et à sa capacité à protéger ses citoyens des effets du réchauffement climatique», explique ainsi Caroline François-Marsal, Responsable Europe, au Réseau Action Climat. L'association a passé au crible les programmes des principaux candidats quelques jours avant l'élection.

Trois listes obtenaient la meilleure note, Les Écologistes (EELV-EE), PS-Place Publique (PS-PP) et La France Insoumise (LFI), qui ont

fait de la transition écologique et sociale leur priorité. En dernière place : Reconquête et le Rassemblement national. Jordan Bardella ne s'en est jamais caché, pour lui le Pacte vert c'est « *l'écologie punitive* ».

Il veut donc mettre fin à l'interdiction de la vente des véhicules thermiques en 2035 et arrêter tout projet d'éoliennes. Marine Le Pen a déclaré il y a quelques jours qu'elle voulait stopper tous les projets d'énergies renouvelables. Anti-modèle européen, le Rassemblement national veut aussi s'attaquer à ses normes pour les entreprises.

Il veut revenir sur la Directive CSRD, qui oblige un nombre croissant d'entreprises à établir un reporting sur leurs impacts environnementaux et sociaux et leur capacité à diminuer les plus négatifs. Jordan Bardella a dénoncé un fardeau normatif. Quant au devoir de vigilance européen qui vient à peine d'être adopté, faisant de l'UE un continent pionnier en matière de droit de la responsabilité sociale des entreprises, le RN veut tout simplement le supprimer.

Reste que la France n'est évidemment pas le seul pays à avoir voté. Certes la vague d'extrême droite est puissante mais elle n'a pas tout englouti. Le Parti populaire européen, les Socialistes et démocrates ainsi que Renew Europe conservent en effet la majorité au Parlement européen. Cela sera-t-il suffisant pour porter des mesures à la hauteur de l'urgence actuelle?

*«Ne perdons pas de vue que la grande majorité des Européens se préoccupent du changement climatique et souhaitent une action climatique plus ambitieuse. Les sondages d'opinion le confirment régulièrement, a réagi Laurence Tubiana, architecte de l'Accord de Paris. L'UE doit y répondre en donnant la priorité à la dimension sociale».*

**Bruno Bourgeon, président d'AID** <http://www.aid97400.re>

**D'après Novéthic du 09 Juin 2024** <https://www.novethic.fr/environnement/climat/elections-europeennes-la-transition-ecologique-et-sociale-plus-que-jamais-affaiblie>